Compte rendu du CHSCT du 24 septembre 2019

Évreux, le 25 septembre 2019

Après lecture des déclarations liminaires de Solidaires Finances, CGT et FO, le président a indiqué qu'il répondrait dans le déroulement de l'ordre du jour et comme à l'accoutumée pas de réponse sur le contexte global national.

1) Approbation du PV du CHSCT du 21 mai dernier.

Solidaires Finances est revenu sur la demande faite au président de ne publier sur Ulysse que le relevé de décision des réunions, document qui est rédigé avec l'accord des différentes parties prenantes dans cette instance. Le président considère que ce relevé est publié mais il ne s'interdit pas de faire sa propre interprétation des débats qu'il publie sur Ulysse.
Le désaccord persistant Solidaires Finances saisira le secrétariat général du Ministère sur ce point.
Par ailleurs de nombreux points n'ayant pas été pris en compte parmi les demandes de la secrétaire du CHSCT (Isabelle LAURENT), celle-ci s'est refusée à signer le PV.
Un report d'approbation est donc prévu lors d'une séance ultérieure.

Ces échanges vifs nous ont conduit à solliciter une suspension de séance.

Au retour et en accord avec l'intersyndicale nous avons demandé au président la possibilité de bouleverser l'ordre du jour et d'aborder dès cet instant en point 2 le droit d'alerte déposé dans le registre danger grave et imminent la veille concernant la trésorerie de Gisors.

2) Droit d'alerte trésorerie de Gisors

Solidaires Finances, à l'origine de sa rédaction et de 2 alertes précédentes fait un exposé de la situation qui a conduit à mettre en œuvre l'alerte.
Le médecin de prévention a appuyé notre démarche en précisant bien au président qu'il y avait un réel danger grave et imminent pour la santé des agents puisqu'il avait l'air d'en douter.
S'en est donc suivi la mise en place d'une enquête. Elle sera réalisée dans les plus brefs délais afin de compléter les mesures déjà prises par la direction au plus vite et stabiliser la situation du poste.
Une visite sur place est prévue le 3 octobre en présence de M. Thierry Cochet , de la secrétaire du CHSCT et des membres ayant signé le droit d'alerte.

3) Registre Santé et Sécurité au Travail-accidents de service-maladie professionnelle

Le registre faisait apparaître quelques nouveaux signalements. Un premier concernant la trésorerie de Gisors auquel des réponses sont en cours et notamment l'enquête qui sera diligentée semaine prochaine.
Plusieurs concernant des réparations ou du débarras de matériaux, ceux-ci ont été réglés par l'équipe technique. Une opération a été prévue sur Politzer pour toutes les menues réparations à y faire.
Enfin concernant, les problématiques d'alarme incendie à deux endroits de la cité administrative, elles sont en cours de résolution. Reste sur ce site les problèmes liés à l'isolation des halls sous verrière que ce soit côté accueil du public ou côté salle de formation.

3 accidents de service se sont produits depuis notre dernière réunion. Les trois correspondent à des blessures que les agents se sont faites en se déplaçant ou en travaillant sans qu'il n'y ait un facteur extérieur expliquant ces accidents.
Solidaires Finances inquiet de la multiplication de ce genre d'accidents est intervenu en précisant qu'il serait peut-être intéressant de se questionner sur les raisons qui ont pu provoquer de telles blessures. Cela pourrait être lié à un état de fatigue avancé ou de stress par exemple.
Solidaires Finances a donc demandé un bilan en fin d'année des accidents de services afin éventuellement de faire une analyse plus poussée et proposer des mesures de prévention.

Aucune nouvelle maladie professionnelle n'a été déclarée depuis la dernière réunion.

4) Les fiches de signalement

6 Fiches ont été adressées aux membres du CHSCT depuis la dernière réunion.
A noter que l'une concerne un différent entre 2 collègues. Elle a été traitée par la direction.
Pour les autres, elles concernent des agressions verbales à l'accueil la plupart du temps. Pour répondre à ces fiches, l'assistant de prévention contacte l'agent et un rappel à l'ordre est envoyé à l'usager via un courrier signé par le responsable du Pôle Pilotage et Ressources.

5) Le bilan de la visite du SPF-E de novembre dernier a été reporté à une prochaine réunion.

6) Réponse de l'administration sur l'avis rendu sur le PAP et la fermeture des restaurants de Louviers et Vernon.

Nous sommes intervenus en faisant remarquer que notre désaccord était persistant ce qui n'a pas changé l'avis du président.

7) Point d'étape sur les divers groupes de travail

Un GT a eu lieu en septembre concernant le site de Politzer dans la foulée d'une visite organisée sur place. Le compte-rendu sera établi pour notre prochaine réunion.

Un autre **GT est programmé le 12 novembre destiné à l'analyse des différents outils présentés par** l'administration (baromètre social, TBVS etc)… Nous espérons pouvoir ainsi trouver des axes d'action pour améliorer les conditions de travail.

Un autre GT est programmé sur **les coins repas et espaces de convivialité le 24 octobre.**

Enfin, l'**intervention du psychologue du travail** prévue en BDV ne pourra pas être mise en œuvre cette année faute de prestataire.

8) Budget

Le CHSCT avait mis en réserve 8 000€ pour l'intervention du psychologue du travail et en attente des travaux à cause des projets de restructuration.
Les entreprises n'étant plus en capacité de réaliser des travaux d'ici la fin de l'année et n'ayant pas trouvé de psychologue, le CHSCT avait environ 16 000€ à engager.
Le CHSCT a donc été contraint de valider un ensemble de dépenses de matériel bureautique que Solidaires Finances considère devoir relever du budget de la Direction.

Solidaires Finances a donc indiqué au président que la Direction devrait savoir s'en souvenir et ainsi participer au financement d'actions qui seraient proposées par le CHSCT si celui-ci n'a pas le budget suffisant.

Le président a répondu que la DDFIP le ferait dans la mesure du possible…

Seront donc achetés des bras articulés pour double écrans, des lampadaires,des brassards pour la BCR, du matériel sur demandes médicales.
La fontaine à eau devant la salle de formation de la cité sera prise en charge par le CHSCT ainsi que la mise en place de boucles magnétiques pour l'accessibilité aux personnes souffrant de handicap sur les sites de Bernay et des Andelys.
Grâce au CHSCT le remplacement des électrodes sur les défibrillateurs sera effectif en fin d'année.

9) Point d'information sur les mesures d'accompagnement des agents dans le cadre du nouveau réseau de proximité.

Selon le président ces mesures ont été une composante de la réfelxion sur le nouveau réseau. Il s'est engagé, sur ce projet important, à réaliser une conduite de projet de manière transparente avec un dossier étayé qui servira de base au dialogue social…

Il a indiqué qu'aucun agent ne sera contraint de déménager … (télé-travail, travail à distance …).

Des mesures d'accompagnement individuel sont et seront proposées.

Les agents peuvent s'exprimer sur le boite dédiée « nouveau réseau 27 » …

La Direction est d'ailleurs allée à la rencontre des agents sur sites…

La Direction mettra en place un plan local de prévention spécifique en 2020 en associant tous les acteurs de la prévention.
Le PPR organisera des rencontres sur sites, des entretiens individuels pourront avoir lieu pour trouver la solution la plus adaptée à chacun…
Il y aura une ligne téléphonique dédiée à la RH avec des plages horaires spécifiques pour toutes les questions liées à la situation des agents en lien avec les restructurations.

Le calendrier de mise en œuvre de ce dispositif, c'est le plus rapidement possible afin d'éviter l'anxiété, d'expliquer et de faire retomber la pression...

La veille du CHSCT le responsable du PPR s'était rendu à Pont Audemer avec pour objectif de recenser le nombre de collègues souhaitant rester sur site. A ce stade nous ne savons donc pas encore si les antennes proposées verront le jour ni si elles seront pérennes ou non. En d'autres termes si beaucoup d'agents SIP et SIE veulent rester à Pont Audemer des antennes SIP et SIE pérennes seront proposées avec toutes les prérogatives d'un SIP ou d'un SIE de pleine compétence, si le nombre d'agents est insuffisant ces antennes ne seraient que des mesures transitoires.

Nous avons interrogé le directeur sur les possibilités d'évolution de son projet quant aux autres sites du département. En clair, il n'entend rien modifier concernant tous les autres sites jugeant qu'aux Andelys et à Verneuil les SIP restant sont trop petits pour être maintenus à terme. Il a indiqué que Vernon avait vocation à devenir le plus gros SIP du département …

9) Questions Diverses

Nous sommes revenus sur **la situation des effectifs du SIP des Andelys** . En effet, plusieurs agents sont partis soit en mutation ou en maladie et le secteur d'assiette va se trouver sans contrôleur.
La Direction a admis qu'en terme métier un secteur d'assiette sans contrôleur ça n'était pas satisfaisant et inédit, elle a donc pris note de l'ensemble de nos remarques et s'attelle à trouver des solutions.

Solidaires Finances est longuement intervenu sur les situations dégradées dans de nombreux services du département, qui relèvent, en plus des problèmes d'effectif, de problèmes d'organisation du travail.
C'est pourquoi nous avons largement insisté sur le soutien nécessaire aux chefs de services qui en ont besoin pour mener à bien les futures réorganisations.
Solidaires Finances a insisté également sur le fait que ce sont les agents qui exercent les missions qui connaissent le travail et sont les mieux à même d'en parler et de réfléchir sur l'organisation du travail.
Nous avons donc demandé que des réunions soient organisées avec l'ensemble des personnels des services dans lesquelles chacun et chacune sera invité à s'exprimer sur son travail.

De cette manière nous espérons que l'avis des agents sera pris en considération ou s'il ne peut l'être que les raisons lui seront données.

Nous pensons que si l'organisation ainsi définie fonctionne, tout le monde y trouvera son compte et cela permettra au moins pour partie d'améliorer les conditions de travail.

Les représentants de Solidaires Finances au CHSCT de l'Eure.